Est-ce trop tôt de dire que l'on n'a pas encore vu les retombées socioéconomiques dans les régions limitrophes dont In Amguel, Tit, Outoul ou Arak ?

Bien sûr, un scénario existe, à savoir faire des bases-vie le point de départ pour la naissance d'agglomérations nouvelles dotées de commodités comme les stations-service, les bureaux de poste, les centres de santé, les écoles, etc.

Mais déjà il faudra commencer par insuffler la vie dans les bases-vie où elle se résume à boulot-dodo. Un battement de cils féminins ferait du bien dans ces univers d'hommes. Les loisirs et autres distractions ne sont-ils pas des stimulants dans la vie active, autrement dit susceptibles de «booster» la productivité, voire donner des idées à ceux qui voudraient s'installer dans ces régions ? Les potentialités agricoles sont aussi des atouts majeurs, mais l'on ne semble pas réaliser qu'il y a tout à y gagner. A commencer par les oasis, bien entretenues, offrant une qualité de vie et une prospérité capables de tirer vers le haut tout regroupement urbain. Quant à l'esprit pionnier des Algériens (style Far West américain), il ne s'exprime qu'extra-territorialement ! Développement durable, le mot est lâché. Lourd de sens dans la mesure où il met en balance l'exploitation des ressources hydriques et leur sauvegarde. Car si trouver de l'eau est désormais chose faite, ceci pose la problématique de son exploitation judicieuse aussi bien pour la consommation du citoyen en quantité et en qualité que pour le secteur industriel, et cela va de soi, l'agriculture. Dans ce dernier cas, les signes probants d'une production agricole performante en qualité et en qualité commencent à s'imposer et dédramatisent quelque peu l'obsession de la sécurité alimentaire.

Il faudra insuffler la vie dans ces univers d'hommes où les loisirs — absents — ne relèvent pas du luxe.

Des mesures d'accompagnement en matière de sauvegarde et de protection de l'environnement apparaissent dans toute leur dimension. C'est pourquoi, en parallèle, la politique suivie vise à préserver pour le présent et pour les générations futures les écosystèmes fragiles et menacés autant par le comportement des individus que par la défaillance des municipalités.

Tout au long de nos déplacements à travers les wilayas, les bouteilles en plastique et autres sachets jonchent les vastes étendues de sable, défigurant le paysage. Une fatalité de rang national. C'est pourquoi l'on tente aujourd'hui de mettre les bouchées doubles pour parer à une catastrophe écologique annoncée. Des centres techniques d'enfouissement (CET) sont aménagés. Au Sud il y a l'avantage de l'espace qui fait défaut dans les villes du Nord. Ouargla, où nous étions, s'est dotée d'un Centre technique d'enfouissement inter-communal de 480 tonnes/jour et une entreprise de jeunes se charge de la récupération des bouteilles en plastique et leur recyclage. Autre défi, l'assainissement par le procédé de lagunage pour assurer le drainage des eaux hors de la ville.

Plusieurs projets sont lancés pour lutter contre la remontée des eaux de la nappe phréatique, eaux polluées qui posent un problème de santé publique. «Il s'agit de doter la ville d'infrastructures axées sur l'assainissement, le drainage et le transfert des eaux usées épurées vers un rejet final.» Pour donner une idée de grandeur de la consistance de ce type d'entreprise pour Ouargla, ce sont 138 km de conduites et de collecteurs, 32 stations de pompage et relevage, 2 stations d'épuration de type lagunage aéré, 1 station d'épuration de type filtre planté de roseaux, un canal de transfert sud-nord des eaux épurées et drainées sur 40 km dans le désert vers Sebkhat Safioune et enfin 77 km de drains agricoles horizontaux. Coût de l'opération : 30 milliards de dinars.

Outre le fait qu'un tel projet, une fois réalisé, soulagera les agglomérations urbaines des risques inhérents à l'insalubrité de toutes sortes, sa maîtrise pourra sauver des milliers de palmiers dattiers d'une mort certaine du fait de la pollution des eaux souterraines et la remontée des eaux salées. C'est le cas du grand canal de l'oued Ghir qui impose d'être récuré régulièrement ainsi que nous l'ont signalé les habitants de cette localité où 120 000 palmiers sont menacés.

La réforme structurelle initiée dans le cadre de la nouvelle politique de l'eau a donné naissance à entre autres l'ONA (Office national de l'assainissement) avec ce slogan qui affirme très sérieusement que «L'eau lave tout, l'ONA lave l'eau» ! C'est bien d'à propos à Illizi avec la mise en service d'une station de déferrisation, une belle réalisation pour cette ville frontalière de la Libye voisine. Nous avons ainsi pu nous servir une bonne rasade d'eau pure de cette structure, chose impossible auparavant car le liquide rougeâtre était tout bonnement impropre à la consommation. La contestation de la taxe de propreté de 100 DA à chaque échéance n'a d'ailleurs pas tardé à être exprimée à qui de droit. Cela a créé un imbroglio dont se serait bien passé le ministère des Ressources en eau. Le président d'APC nous a affirmé qu'à titre privé, il cumule une facture de 260 000 DA du fait de l'absence de prise en charge à temps de ce problème. Sur place, le ministre a pris la décision d'annuler ladite taxe à partir de ce mois de janvier. Climat des affaires quand tu nous tiens : l'entreprise chargée de la réalisation de la station a mené à terme son contrat sauf qu'elle attend à ce jour le paiement de ses prestations allant jusqu'à profiter de la visite officielle pour remettre une lettre de doléances au ministre qui n'a visiblement pas apprécié cette manière de faire. S'il y a lieu aujourd'hui de constater le pari relevé haut la main dans cette bataille multiforme de l'eau, à long terme d'autres questions incontournables s'imposeront.

Photo : DR

Le projet de transfert d'eau In Salah-Tamanrasset a réussi le défi d'amener l'eau souterraine jusqu'à la capitale de l'Ahaggar.

Rythme accéléré de l'urbanisation partout dans le pays, développement du tissu industriel, la question lancinante de l'autosuffisance alimentaire, l'évolution démographique (nous serons 50 millions en 2020 !), sont autant de redoutables défis de même que la gestion et la maintenance des investissements massifs consentis.

Deux autres grandes préoccupations devraient interpeller les autorités compétentes au plus haut niveau parce qu'elles dépassent le cadre d'un département ministériel, à savoir les stations de dessalement et l'exploitation des gisements de gaz de schiste, gros consommateurs d'eau et grand pollueurs, à défaut de nouvelles technologies. Si cette dernière est ajournée pour l'heure, elle ne le sera pas éternellement vu les besoins en devises. Si les citoyens profitent aujourd'hui de l'eau des stations de dessalement installées sur le littoral, les rejets posent un problème de préservation de l'écosystème, visiblement rompu ici depuis ces dernières années. La faune marine a déserté le littoral, les officines de vente de matériel de pêche vous le diront…

Stations de dessalement et gaz de schiste, de quoi sera fait demain ?

B. T.

taouchichetbrahim@gmail.com

Publicité